

### RAPPEL HISTORIQUE : LES GRANDS ÉVÉNEMENTS

---

La période historique ici embrassée (1808-1833) ne peut être considérée comme une période stable, pacifique, inscrite dans un continuum qui aurait pu être, soit un continuum dans une relative immobilité, soit un continuum dans une marche vers le progrès et la modernité. Jamais plus au cours des deux derniers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, on n'aura affaire à un traumatisme national comparable par son ampleur et sa violence à la guerre d'Indépendance ; jamais plus on n'observera de retours en arrière aussi brutaux qu'au cours des deux restaurations absolutistes (1814-1820) et (1823-1833). Le quart de siècle étudié s'ouvre sur un conflit majeur, se clôt à la veille d'un second (la première guerre carliste) ; l'un et l'autre présentent une composante de guerre civile : « patriotes » contre collaborateurs (les « afrancesados ») dans le premier et « cristinos » libéraux contre « carlistes » pendant la première guerre carliste (1833-1839).

L'année 1808 est cruciale à bien des points de vue, comme le sera, beaucoup plus tard, l'année 1936 et du reste, dans un livre écrit sous le franquisme, les parentés ont été systématiquement mises en valeur. La guerre d'Indépendance est, tout à la fois, une guerre de libération qui ne prendra fin qu'avec le rejet de l'armée d'invasion hors des limites du territoire national, un conflit dynastique (la monarchie fernandine, par délégation, puissante, face à la monarchie « Joséphine », intermittente et falotte), une guerre internationale (avec implication directe des Français, des Anglais et des Portugais), un conflit armé à l'ancienne (avec de grandes batailles en terrain découvert, des sièges de villes et des aspects subsidiaires de guerre maritime), une guerre populaire, notamment à travers la guérilla, une guerre civile (entre « patriotes » et « afrancesados »), une « croi-

sade » conduite par l'Église pour la défense du catholicisme menacé par de nouveaux infidèles, un affrontement idéologique entre les partisans de l'Ancien Régime et les réformateurs, et, enfin, une révolution politico-institutionnelle, devant déboucher sur l'implantation du nouveau régime conçu par les libéraux. Cette révolution sera au centre de notre étude, avec inclusion des aspects idéologiques et culturels, dans la mesure où l'opinion publique — mobilisée, dirigée ou librement énoncée — a été partie prenante dans le conflit.

Les grands événements de cette exceptionnelle année 1808 sont d'ordre politique et militaire : en mars, l'émeute (« motín ») d'Aranjuez, près de Madrid, provoque la chute du puissant et impopulaire favori Manuel Godoy et l'abdication de Charles IV au profit de son fils, Ferdinand. Fin avril-début mai, les événements de Bayonne — réunion des Cortès, promulgation d'une constitution, abdication de Ferdinand et intronisation de Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne — ouvrent la crise dynastique. Le printemps et l'été, avec le soulèvement populaire de Madrid (2 mai), l'apparition, à travers le pays, de Juntas locales et provinciales, puis la constitution de la Junte Centrale marquent une rupture institutionnelle et l'avènement d'un pouvoir potentiellement révolutionnaire. Simultanément, la nature du conflit militaire franco-espagnol se dédouble : tandis que les résistants remportent une première victoire retentissante à Baylen, d'autres grandes batailles se livrent, remportées habituellement par les troupes napoléoniennes ; par ailleurs, la population civile s'implique dans la lutte, soit à l'occasion de longs sièges de villes (Saragosse, Gérone), soit sous la forme de groupes (« partidás ») de guérilleros.

Les années 1810-1811-1812 sont les années de la révolution politique, d'inspiration libérale, qui se développe à Cadix, par l'entremise de Cortès qui prennent d'importants décrets et promulguent, en mars 1812, la Constitution, œuvre des députés plus tard appelés « doceañistas » (de l'an XII).

Le traité de Valençay (décembre 1813) qui, en principe, met un terme au conflit, sanctionne le fiasco militaire de l'Empereur et l'échec politique de Joseph ; Ferdinand, qui était retenu prisonnier au château de Valençay, retrouve son trône et, bientôt, abolit toute l'œuvre constitutionnelle des « doceañistas ». Cette première restau-

ration absolutiste de 1814 à 1820 est en partie l'œuvre d'un groupe de conseillers plus ou moins occultes, appelé « camarilla » ; la politique du roi ramène l'Espagne au printemps 1808 et s'accompagne d'une implacable répression visant, plus encore que les « afrancesados », les libéraux tenus pour des révolutionnaires et des ennemis du monarque. Les opposants libéraux qui ont pu échapper à la prison et à l'exil, sont contraints de recourir à des pronunciamientos qui échouent.

Le soulèvement conduit par Riego au début de 1820 finit par porter les libéraux au pouvoir, qu'ils occuperont pendant trois ans ; d'où l'appellation de Triennat Libéral ou Triennat Constitutionnel ou Triennat tout court, durant lequel se produit une scission entre libéraux modérés et libéraux plus radicaux (les « exaltados »), tandis que l'opposition absolutiste se structure, se renforce et, finalement, prend les armes contre le régime dans plusieurs zones rurales. Deux événements madrilènes rendent patente la gravité de la crise qui affecte le régime : l'assassinat par la populace du curé conspirateur Vinuesa (janvier 1821) et le soulèvement de la Garde nationale, neutralisée par la Milice nationale (7 juillet 1822).

En 1823, l'intervention rapidement victorieuse de l'armée commandée par le duc d'Angoulême et envoyée par Louis XVIII pour mettre un terme à l'expérience libérale et au désordre dans la Péninsule permet à Ferdinand VII d'initier la deuxième restauration absolutiste (1823-1833), parfois qualifiée par les historiens pro-libéraux d'« ignominieuse décennie » (la « Década ominosa »). Une fois abolie l'œuvre des libéraux du Triennat, le roi déclenche, de nouveau, une vague de répressions, à base de procès de « purification » et d'exécutions (de Riego, de l'ex commandant de guérilla « El Empecinado »). À partir de leur territoire d'exil, plusieurs libéraux, dont Juan de Pablo « Chapalangarra » et José María Torrijos, tentent, sans succès, des « pronunciamientos ». Une importante nouveauté apparaît dans le panorama politique national : c'est la naissance et le développement, notamment dans la Catalogne rurale et dans le Pays basque intérieur, de forces ultra-absolutistes qui en viennent, en 1827, à un soulèvement armé en Catalogne (révolte des « offensés » ou « agraviados ») ; les ultra-absolutistes, mécontents du « modérantisme » de Ferdinand, vont se donner pour leader Carlos

María Isidro, frère du roi, qui, à la mort de celui-ci, prétendra à la couronne et la disputera à la jeune Isabelle (la future Isabelle II), fille de la régente Marie-Christine. Celle-ci pourra s'appuyer sur les libéraux qui, cette fois, seront mieux soutenus par la population qu'ils ne l'avaient été en 1823, lors de l'irruption des « Cent Mille Fils de Saint-Louis » c'est-à-dire des soldats de l'expédition commandée par le duc d'Angoulême. Une nouvelle classe, sinon nouvelle génération, de libéraux entre dans la carrière politique ou militaire à l'occasion de cette « première guerre carliste » (qu'il n'y a pas lieu d'étudier ici).

### QUELQUES DÉFINITIONS CONCEPTUELLES

---

Parce que la guerre d'Indépendance n'est pas seulement une guerre de libération à livrer contre les occupants français, mais aussi une guerre d'opinions, est vite apparue l'obligation de recourir à des discours, autant que possible intelligibles et convaincants, pour mobiliser les volontés et discréditer les adversaires, selon le cas, français, « afrancesados », libéraux ou absolutistes. Cette propagande impose le maniement d'expressions et de termes, les uns nouveaux, les autres familiers, mais accueillant des acceptions nouvelles. Pour la première fois dans l'histoire moderne, la guerre contre la Convention (1793-1795) avait donné naissance à ce phénomène, quand il s'était agi de faire entendre ou de traduire des mots tels que « jacobins », « sans culottes » ou « guillotine ». En 1808, les combattants anti-napoléoniens et bientôt les libéraux doivent se doter de ce qu'on pourrait appeler une conscience sémantique, afin de pouvoir employer à bon escient des expressions comme « liberté politique et civile », « souveraineté de la nation » ou « droits imprescriptibles ». Les contemporains sont conscients que de nombreux termes, en général abstraits ou savants, réclament des exégèses ; c'est ce qu'exprime l'auteur d'une œuvre de théâtre circonstancielle, intitulée *La constitución vindicada* (*La défense de la Constitution*) :

Ces partis opposés,  
Cette guerre d'opinions  
Sont seulement un effet  
De la nouveauté ; tout le monde  
Ne voit pas les choses de la même façon.

Qu'ils soient libéraux comme Muñoz Torrero ou absolutistes comme Inguanzo y Rivero, les députés de Cadix reconnaissent la nécessité de « fixer avec exactitude » (sic) les définitions des choses.

Et les termes sont nombreux qui alimentent les débats parce que les adversaires leur assignent des acceptions équivoques, excessives ou non consacrées par l'usage.

La langue castillane est aussi « révolutionnée » par la bataille d'idées que se livrent d'un côté, les patriotes et les « afrancesados », de l'autre, les libéraux et les absolutistes. La preuve en est la publication, en pleine guerre, du fameux *Diccionario crítico-burlesco* de Bartolomé José Gallardo qui accumule les pseudo-définitions, en général prolixes et humoristiques, de concepts faisant l'objet de vives polémiques, tels que « constitution », « démocratie », « peuple », « libéraux », « liberté de la presse ». Ces pseudo-définitions se fondent sur un credo idéaliste : les mots influent sur la réalité.

Ces empoignades autour de mots litigieux ont été provoquées par les libéraux qui, pour élaborer leur doctrine et mettre en œuvre leurs réformes, doivent recourir à des innovations sémantiques et lexicales, comme l'observe le journaliste de *La Abeja Española*, en juin 1813 :

Une nation qui s'améliore doit immanquablement signaler son nouveau système à l'aide de mots nouveaux ; à chacune des nouveautés qu'elle introduit, elle doit attribuer aussi un nom nouveau, et déclarer hors d'usage le nom appliqué à un régime que l'on modifie ou réforme.

## 1. *Liberalismo et liberal*

Quand on se rappelle que le XIX<sup>e</sup> siècle et spécialement sa première moitié sont désignés parfois comme « l'ère du libéralisme », on prend conscience d'être en présence d'un concept matriciel, occupant le centre d'une sorte de galaxie à laquelle appartiennent d'autres concepts majeurs, tels que « liberté », « droits », « citoyenneté », « constitution », « réforme », « progrès ».

Comme le précisent les auteurs du *Diccionario político y social del siglo XIX español*, le libéralisme, tant en Espagne que dans le reste de l'Europe, est tout à la fois un ensemble de concepts, de discours et de principes, une vision de l'homme, une interprétation de la société, une série d'institutions, un ensemble de pratiques collectives et — avons-nous dit — une culture qui s'exprime dans la littérature, le théâtre, la presse... C'est dire qu'il faudrait plus d'un ouvrage pour

appréhender le contenu, protéiforme et évolutif, de ce concept « libéralisme » qui a donné lieu à tant de considérations et de polémiques.

Aux spécialistes de Droit constitutionnel, il appartient d'étudier comment le libéralisme espagnol s'enracine dans le passé national, comment il prolonge les Lumières (la « Ilustración ») du XVIII<sup>e</sup> siècle, comment il emprunte à des penseurs et écrivains aussi divers que Locke, Hume, Adam Smith, Burke, Montesquieu, Benjamin Constant — pour ne citer que quelques étrangers — mais aussi saint Thomas d'Aquin, Suárez, Vitoria, Saavedra Fajardo, Feijóo, Jovellanos, Arroyal, Cabarrús...

On se bornera ici à relever, en dépit du caractère fâcheusement composite et lacunaire de l'échantillonnage, quelques définitions sommaires de « libéralisme » et « libéral », proposées à un public souvent à la limite de l'illettrisme. Le premier emploi en espagnol du syntagme « idées libérales » pourrait remonter en 1799, date à laquelle José Marchena, traducteur du *Contrat social* de Rousseau, écrit dans son prologue : « Notre seul objectif, en traduisant cette œuvre, a été de vouloir que les idées libérales s'étendent et se propagent, et que la Patrie des Lucains et des Padillas (...) connaisse ses droits et s'efforce de les revendiquer ».

C'est durant la guerre d'Indépendance et, tout spécialement, à l'occasion des débats ouverts aux Cortès de Cadix que l'usage du terme « liberal » prolifère, car celui-ci se place au centre de l'affrontement entre les partisans des réformes et les opposants à tout changement substantiel ou symbolique. Argüelles explique dans son *Examen de la reforma constitucional* (Londres, 1835) que « liberales » et « serviles » furent les noms par lesquels on reconnut, tant aux Cortès qu'en dehors d'elles, ceux qui se manifestèrent, les uns favorables, les autres opposés « au gouvernement représentatif, aux doctrines qui favorisent les institutions constitutionnelles et une administration éclairée et vigoureuse, mais responsable ».

La bataille s'engage autour des notions centrales de « liberté » et de « constitution », comme on peut le lire dans l'article « guerre politico-littéraire entre libéraux et serviles », publié en août 1811 dans le *Semanario Patriótico* (*l'Hebdomadaire Patriotique*) : « Une armée nombreuse combat à Cadix contre les défenseurs de la Constitution et de la liberté. De là que les derniers nommés prennent la dénomi-

nation de « liberales », en opposition avec les sauvages que nous appelons « serviles » parce qu'ils combattent en faveur de l'esclavage. La devise des libéraux est : Liberté de la Patrie ».

À l'instar des autres libéraux, Bartolomé José Gallardo, dans son *Diccionario crítico-burlesco*, entend démontrer que le terme « liberal » n'est pas un détestable gallicisme et qu'il est urgent d'en préciser le sens :

C'est maintenant que nous versons libéralement (sic) notre sang en nous battant pour assurer notre liberté contre tout type de tyrannie que nous devons donner toute latitude au mot « liberales », fixant ses légitimes acceptions et les gravant profondément dans notre âme, pour n'avoir aucune pensée, comportement ou mot qui serait indigne d'un Espagnol, c'est-à-dire d'un homme fort, constant, libre et libéral.

Il importe aux libéraux d'apparaître comme des individus virils, farouches, intraitables, car les absolutistes se complaisent à en faire des petits-maîtres, des êtres superficiels, légers, inconstants, soucieux d'être toujours à la dernière mode politique, langagière et vestimentaire. Aux yeux de leurs adversaires, les libéraux ne sont rien d'autre que des « francisés » habiles à dissimuler leurs modèles venus d'Outre-Pyrénées. C'est pourquoi Gallardo affirme que le mot « liberal » n'a pas été emprunté aux Français, mais aux Romains, lesquels appelaient « libéraux » tous les « exercices, professions et pensées propres aux hommes libres ou dignes d'eux ».

S'auto-caractérisant intellectuellement et psychologiquement, les libéraux incarnent la raison, la réflexion, la mesure, tandis que les absolutistes, jugés par leurs adversaires, incarnent l'aveuglement et l'excès. Une autre définition, également antinomique, fait surgir des concepts plus abstraits, ainsi qu'un jeu de préférences : pour les libéraux, les « serviles » sont des fanatiques, des égoïstes, des hypocrites, des intrigants, des amis de la routine, des défenseurs des vieilleries (« antiguallas »), des endormis.

La doctrine libérale, même s'il est prématuré de la concevoir comme un tout cohérent et structuré, comporte un noyau d'éléments constitutifs autour desquels s'ouvre la controverse : la souveraineté du peuple, la liberté de presse, la citoyenneté, la liberté, l'égalité devant la loi, la constitution, la division des pouvoirs. Dans le camp opposé, l'union se noue autour de quelques notions moins mo-